

## Chiffres clés

**100 000**  
chômeurs en formation  
qualifiante chaque année

**50 000**  
contrats de continuité  
professionnelle  
pour les salariés victimes  
ou menacés de licenciement

## Du concret

Une Région  
actionnaire  
responsable

À travers ses fonds d'investissement, la Région prendra des participations en capital dans des entreprises stratégiques en développement ou en situation de difficulté temporaire. Ces interventions seront réservées aux entreprises écologiquement et socialement responsables.

Des salariés  
à la tête de  
leur entreprise

Les salariés connaissent leur entreprise, ses clients, son métier, son fonctionnement et ont à cœur de conserver les emplois. La Région renforcera son action pour faciliter la reprise et la transmission d'entreprises sous forme coopérative.

Des quartiers  
riches de talents

Un jeune sur deux et plus d'une personne sur quatre issus des quartiers souhaitent créer leur entreprise. Grâce à l'École régionale des projets, au concours CréaRIF ou à son soutien à l'ADIE, le conseil régional leur donnera les moyens de réussir.

PME / Création, développement, transmission. La Région, partenaire de l'initiative économique



Innovation : aider les PME dans le dépôt de brevets internationaux.

Comment la Région agit-elle  
sur le développement économique ?

Nous avons triplé nos moyens d'intervention pour soutenir l'activité des entreprises et donc l'emploi. Face à la crise, nous avons engagé sans attendre un vrai plan de relance régional. Nous sommes un moteur du développement économique en Île-de-France.

Pourtant, ce sont les entreprises  
qui créent les emplois...

Bien sûr, mais pour créer ou sauver des emplois, elles ont besoin de carnets de commandes remplis. Je rappelle que rénover des lycées, construire des logements, ouvrir des chantiers de tramway, c'est créer de l'activité et donc des emplois. Nous allons donner les moyens de leur réussite à celles et ceux qui souhaitent entreprendre, à travers un accès renforcé à l'information (en développant le site creersaboite.fr, par exemple), à la formation (en renforçant l'accès aux formations destinées aux

créateurs, repreneurs et jeunes dirigeants). Nous serons également un appui financier majeur avec des fonds d'investissement régionaux de 250 millions d'euros et nous encouragerons la mutualisation (en doublant le nombre de pépinières, de couveuses et d'incubateurs).

Suffit-il de proposer à chacun  
de devenir entrepreneur ?

Ce n'est pas le sens de notre projet. La création d'entreprise ne doit pas être un miroir aux alouettes, à l'image de l'auto-entrepreneuriat mis en œuvre par le gouvernement, qui risque d'affaiblir le salariat et les entrepreneurs. C'est pourquoi nous soutiendrons les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Elle

**“La croissance n'est pas un problème mais une solution, dès lors qu'elle est durable.”**



► Jean-Paul Planchou, maire de Chelles et candidat en Seine-et-Marne (77)

constitue un levier à part entière du développement économique de notre région en plus d'un vrai projet social.

Quels sont les nouveaux enjeux  
pour les entreprises ?

Nous inscrivons notre action dans une démarche de transition écologique de la croissance pour aider les PME à assumer leur responsabilité sociale, environnementale et territoriale. La croissance n'est pas un problème mais une solution, dès lors qu'elle est durable. Elle se nourrit de l'innovation pour diminuer les besoins énergétiques et la pollution liés aux processus de production, comme pour créer de nouveaux emplois. L'autre enjeu majeur, c'est la transmission des entreprises, en particulier artisanales. Au cours des dix prochaines années, 165 000 d'entre elles seront cédées par leurs dirigeants qui atteindront l'âge de la retraite. Ce sera l'un des chantiers du prochain mandat. ■

## Les mesures

**250**  
millions d'euros pour  
les fonds d'investissement  
régionaux

**10 000**  
jeunes sensibilisés  
et formés à la création  
d'entreprise

Un fonds régional  
pour la transmission  
et la reprise d'entreprises

Doubler le nombre de  
couveuses, de pépinières  
et d'incubateurs

Le futur Office régional des PME jouera un rôle d'agent de liaison avec les administrations. Il offrira un appui individualisé aux repreneurs ou développeurs d'entreprises en les aidant à construire et développer leur stratégie, et facilitera l'accès aux différentes ressources (financières, humaines, immobilières, etc.).

Une attention particulière sera accordée au soutien à l'exportation et au dépôt de brevets internationaux. Par ailleurs, l'office régional mènera des

études sur la santé des PME, leur environnement juridique et fiscal ou les mutations économiques. Il constituera un interlocuteur permanent des petites entreprises auprès du conseil régional et formulera des propositions pour améliorer les dispositifs d'aide aux PME, en particulier en matière d'accès à la commande publique régionale. ■

En savoir plus :  
www.huchon2010.fr  
contact@huchon2010.fr

FORMATION / Agir pour l'emploi, c'est avant tout garantir une formation à chacun

ORIENTATION, ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ, ALTERNANCE,

QUALIFICATION :  
LES CLÉS POUR L'EMPLOI

**“LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE DOIT DEVENIR UNE RÉALITÉ, UN DROIT. POUR L'ÉPANOUISSEMENT DE CHACUN D'ABORD, MAIS AUSSI POUR LA CRÉATION DE RICHESSES DANS UN MONDE OÙ LA COMPÉTENCE EST LA PRINCIPALE VALEUR AJOUTÉE.”**

► Hicham Affane, cadre territorial et candidat dans l'Essonne (91)

De 16 à 26 ans, tout jeune doit pouvoir trouver une solution de formation adaptée à ses besoins. C'est pourquoi nous

instaurerons un parcours de formation personnalisé. Pour soutenir la formation initiale, nous concentrerons nos efforts sur la lutte contre le décrochage scolaire, nous renforcerons le rôle des 81 missions locales, nous développerons l'apprentissage et l'accès aux contrats de professionnalisation pour les jeunes et les adultes sans qualification. A ce titre, la bourse des contrats d'apprentissage sera élargie à une bourse régionale pour l'alternance afin de mettre en contact les employeurs et les jeunes en alternance. L'accès à l'alternance doit également être développé pour les étudiants qui abandonnent leur cursus dès la première année, en les faisant bénéficier du statut de stagiaires de la formation professionnelle.

La deuxième chance,  
un droit pour tous

La Région s'est engagée depuis 2004 à faire vivre le droit à la deuxième chance. Nous poursuivrons notre action en doublant le nombre de places offertes par les Écoles de la 2<sup>ème</sup> chance franciliennes et en renforçant le dispositif AVENIR Jeunes qui offre 20 000 places de formation pour les jeunes en insertion professionnelle. Mais les jeunes en rupture de scolarité espèrent également pouvoir reprendre leurs études secondaires et aspirent parfois à autre chose qu'une entrée rapide sur le marché du travail. L'école de la République doit permettre la réalisation de ce projet. Nous réaffirmerons donc

notre soutien aux établissements scolaires publics innovants, à vocation générale ou technologique, à l'image des micro-lycées de Sénart (77) ou de Vitry-sur-Seine (94). Enfin, nous développerons l'accès aux études supérieures pour les jeunes et les adultes n'ayant pas le bac.

Une mobilité professionnelle  
facilitée et sécurisée

Chaque année, 13% des actifs en emploi, soit 3 millions de personnes, changent de métier. De nombreux dispositifs existent pour les salariés concernés. Toutefois, il n'existe pas d'interlocuteur unique en la matière. Nous engagerons donc la mise en réseau des outils actuellement soutenus par la Région (conseil sur la validation des acquis d'expérience, soutien à la Cité des métiers, centres du Cnam, plates-formes Ressources humaines) avec ceux de nos partenaires (Fongécif, centres de bilans de compétence, maisons de l'emploi) pour disposer dans chaque département d'au moins un Espace territorial de conseil en évolution professionnelle.

Par ailleurs, nous devons aider plus particulièrement les salariés dont les métiers connaissent de profondes mutations techniques et technologiques. Nous le faisons déjà pour les métiers du cinéma, confrontés au passage de cette industrie au numérique. Nous allons poursuivre et amplifier cet effort, dans tous les secteurs concernés, dans le cadre d'accords de sécurisation des parcours professionnels. ■

En savoir plus :  
www.huchon2010.fr  
contact@huchon2010.fr



## Légendes

**1. Encourager l'accès à l'alternance.** Une bourse régionale mettra en relation les employeurs et les jeunes.

**2. Universités.** Faire en sorte que le premier cycle devienne une étape vers la réussite des étudiants.

## Chiffre clé

**150 000**  
jeunes en alternance  
par an. Nous voulons  
une politique régionale  
de l'alternance, pour  
les jeunes Franciliens  
en insertion ou les  
étudiants qui décrochent.

3 mesures  
concrètesDes places en  
internat  
pour les filles

Sur 26 lycées abritant des classes préparatoires, 8 ont un internat réservé aux garçons. Pour ouvrir aux jeunes Franciliennes les portes des classes scientifiques et des filières d'excellence, la Région construira des internats de jeunes filles ou adaptera les structures existantes pour les accueillir.

Un soutien  
privilegié  
aux jeunes  
scientifiques

La Région poursuivra sa politique volontariste de soutien aux projets scientifiques et aux bourses de thèse. Elle s'engagera à favoriser l'emploi des jeunes docteurs dans les entreprises et dans l'administration.

Un premier cycle  
universitaire  
plus accueillant

L'entrée et les premières années d'études à l'université sont parfois difficiles. La Région financera les expérimentations innovantes que lui proposeront les universités pour aider les étudiants à mieux réussir dans leurs études.

## RECHERCHE ET UNIVERSITÉS ► L'avenir de l'Île-de-France

**Confiance, coopération, écoute.** L'enseignement supérieur et la recherche sont maltraités. En 2009, le gouvernement est resté sourd aux longs mois de grève des enseignants, des étudiants et des chercheurs. Nous proposons d'organiser des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche et de faire évoluer la composition et les missions du Conseil scientifique régional.

**Des conditions d'études supérieures plus faciles pour tous.** La Région s'est engagée pour les étudiants : bibliothèques, logements, bourses pour partir à l'étranger. Il faut aller plus loin. Aujourd'hui, le gouvernement concentre ses politiques sur quelques sites. Certains services fondamentaux pour des études réussies ne sont pas assurés partout. La Région poursuivra son engagement financier pour assurer l'égalité des chances, quels que soient l'établissement et le territoire.

**Un bureau d'accueil des étudiants étrangers.** L'Île-de-France est la première région française d'accueil des étudiants étrangers. 40% d'entre eux sont inscrits dans un établissement francilien. La Région prendra l'initiative d'un bureau unique pour leur permettre d'effectuer toutes les démarches nécessaires à leur installation, sur le modèle du Bureau régional d'accueil des chercheurs étrangers qui a reçu 8000 chercheurs depuis 2007.

## Chiffre clé

**10 000**

nouveaux emplois tremplin  
dans les associations et les structures  
d'insertion par l'économie qui  
viendront s'ajouter aux 10 000 emplois  
directs créés entre 2004 et 2010.

UNE CITÉ NUMÉRIQUE  
À VOCATION MONDIALE

Après la réussite de la Cantine numérique, désormais lieu de référence international pour le développement de l'innovation partagée, la Région prendra l'initiative de la création d'une Cité du numérique à vocation mondiale. À la création d'une nouvelle "Cantine numérique" plus spacieuse et aux missions élargies, s'ajouteront la création d'un incubateur d'initiatives TIC à haut potentiel, offrant l'ensemble des ressources dont a besoin un entrepreneur pour mener à bien son projet (locaux, expertise financière, ressources humaines, etc.). Ce lieu

accueillera également le premier Laboratoire de Fabrication (Fab Lab) en France. Cette plate-forme ouverte de démonstration, de création et de prototypage d'objets s'adressera aux entrepreneurs qui veulent passer du concept au prototype, aux designers et aux artistes, aux chercheurs et aux étudiants. Des initiatives autour de la création de centres de télétravail (avec téléprésence) seront lancées. La Région deviendra exemplaire en matière d'ouverture et de mise à disposition de ses données publiques (Open Data).



**Tous les lycées et les centres  
de formation des apprentis  
franciliens connectés**

à l'Internet très haut-débit pour accompagner  
la généralisation en trois ans des espaces  
numériques de travail.”